

Trump — Ne pleurez pas, organisez-vous !

Richard Greeman

17 novembre 2016

Texte inédit pour le site de Ballast

« Il y a deux façons de réagir à cette situation : nous pouvons culpabiliser le peuple des États-Unis ou accuser l'élite du pays — les médias et les chefs démocrates — qui a organisé cette défaite, dont le peuple américain payera les frais durant longtemps », avance Richard Greeman, traducteur américain, directeur de la Fondation internationale Victor Serge et cofondateur du centre russe Praxis Research and Education. Il revient ici sur le résultat — « truqué » — de l'élection qui opposa, la semaine passée, la candidate « sélectionnée par Wall Street et les barons du Parti démocrate » au milliardaire qui se fit passer pour « l'unique champion de la classe ouvrière ». Et appelle à l'unité des voix critiques contre l'establishment. ≡ Par Richard Greeman



Voilà près d'une semaine que des dizaines de milliers d'Américain.e.s descendent dans la rue, dans des douzaines de villes, afin de crier « Pas notre président ! ». Nous scandons aussi « Nous ne laisserons pas gagner la haine ! / Ici commence le travail ! » et « Ne pleurez pas, organisez-vous ! » (les dernières paroles du militant syndicaliste Joe Hill, fusillé en 1915). Les foules sont jeunes, majoritairement féminines, mais leur révolte est aussi celle de l'éditorialiste du vénérable hebdomadaire progressiste The



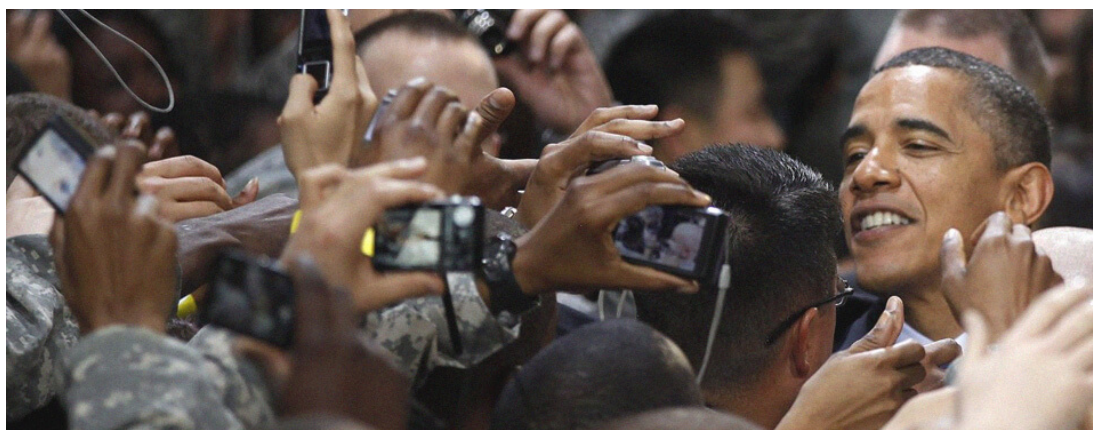
Nation : « Si nous nous retirons dans notre deuil et abandonnons les plus menacés par la victoire de Trump, l'Histoire ne nous pardonnera jamais. C'est l'heure de susciter une désobéissance civile massive non-violente quotidienne, telle qu'on n'en a pas vue dans ce pays depuis des décennies. Bienvenue dans la lutte¹ ! »

Les manifestant.e.s ont bien raison de crier « *Trump n'est pas notre président* ». À l'heure où nous écrivons ces lignes, le décompte des suffrages n'est pas encore fini, mais il est clair qu'Hillary Clinton a reçu deux millions de voix de plus que Trump, au niveau national. Aussi, près de la moitié des électeurs, dégoûtés, n'ont pas voté, alors que les partis minoritaires de droite et de gauche ont reçu 5 % des suffrages. Loin d'avoir été plébiscité, Trump n'est président-élu que par la grâce de l'archaïque Collège électoral. Quand Bush, nationalement minoritaire, a été « élu » de la même manière, en 2000, cela fit longtemps scandale. Aujourd'hui, les médias ne s'en plaignent pas — alors que déjà quatre millions d'électeurs ont signé une pétition afin de rendre le vote populaire définitif. Les premières manifestations ont été largement ignorées par les médias, qui reprenaient le tweet de leur cible, Donald Trump : « *Maintenant des militants professionnels, incités par les médias, protestent. Très injuste !* » Silence radio, aussi, sur les multiples incidents racistes et homophobes qui ont suivi la victoire de Trump : véritable déchaînement de svastikas, d'insultes ethniques, d'agressions dans les écoles et les rues de la part de ses partisans triomphants. On fait silence, encore, sur le témoignage des instituteurs quant aux enfants hispaniques terrifiés, demandant s'ils vont être expulsés.

« Loin d'avoir été plébiscité, Trump n'est président-élu que par la grâce de l'archaïque Collège électoral. »

Au contraire, les élites des deux partis responsables de cette débâcle anti-démocratique sont en train de fermer les rangs. Obama invite Trump à la Maison Blanche pour lui affirmer que « *nous voulons faire tout ce que nous pouvons pour vous aider à réussir, car si vous réussissez, le pays réussira²* ». Avec les deux chambres bourrées de républicains de droite et avec, bientôt, une majorité inébranlable à la Cour suprême, Trump ne manquera pas de réussir... à criminaliser les immigrés, à s'attaquer au droit à l'avortement, à persécuter les musulmans, à supprimer la protection des patients et les soins abordables ([Obamacare](#)), à sortir les USA des traités sur l'environnement, à déréguler les marchés financiers, à ajouter des avantages fiscaux en faveur des « 1 % », à construire de nouvelles prisons privées, à renforcer la surveillance des citoyens et les violences policières contre les Noirs et les dissidents. Et Obama ? Il s'engage à lui préparer une transition « *sans heurts* » — tout comme sa « *transition sans couture* » de

2008, avec Bush, dont Obama a repris les ministres et la politique néolibérale. Obama n'a pas tenu les promesses escomptées. Il a sauvé Wall Street au dépens de Main Street [« la rue », *ndlr*], expulsé deux millions d'immigrés³, saboté les pourparlers climatiques, intensifié les guerres de Bush et en a enclenché de nouvelles. Ceci sans être vraiment contesté à sa gauche. S'il y a une seule conséquence positive à la catastrophe Trump, c'est qu'elle a enfin déchaîné le mouvement populaire. Et loin de diminuer avec les jours, le mouvement actuel semble s'organiser et se solidifier. Il le faudra bien !



11 novembre 2010 (DR)

Une surprise prévisible

Si la révolution électorale emportée par Donald Trump est apparue comme une surprise, le dégoût profond des citoyens pour les élites au pouvoir ne l'était guère. Ceux d'en bas, laissés pour compte par la « reprise » post-2008 aux bénéfices de ceux d'en haut, en avaient assez et réclamaient une révolution politique. Ce slogan fut repris avec succès dans les primaires par le vieux socialiste Bernie Sanders, dont la véritable popularité a failli détrôner Hillary Clinton, la candidate démocrate considérée comme « inévitable » par les médias et depuis longtemps sélectionnée par Wall Street et les barons du Parti démocrate. Alors que, lors des primaires, Clinton faisait campagne à huis clos dans des hôtels de luxe — où elle quémandait le soutien financier des banquiers et des *traders* —, Bernie Sanders attirait des foules de 10 à 20 000 partisans enthousiastes, bien organisés dans toutes les circonscriptions. Alors que les caméras suivaient Trump partout, les médias ne montraient pas les grands meetings des partisans de Sanders. Au contraire, par des manœuvres secrètes, plus tard mises en évidence par Wikileaks, les responsables médiatiques et les barons démocrates ont travaillé ensemble afin de marginaliser sa candidature, qualifiée de « futile ». Néanmoins, Sanders ne cessait de



monter dans les sondages, qui donnaient une majorité à « Bernie » contre « le Donald » dans une élection générale hypothétique. Ces sondages, alors délibérément ignorés par les démocrates, ont été confirmés par les résultats publiés cette semaine. *« La carte de Trump par États, parfois même par comtés, ressemble souvent à un décalque de la carte des primaires démocrates, Trump gagnant là où Sanders gagnait, dans cette fameuse cambrousse américaine délaissée, brutale et chaleureuse⁴. »* Clairement, ces électeurs-là voulait une révolution politique.

« Dès le premier quart d'heure du premier "débat" télévisé, Trump a pu se présenter contre Clinton comme l'unique champion de la classe ouvrière. »

Néanmoins, les chefs démocrates se sont obstinés à imposer au Parti, par des manœuvres d'alcôve, la candidature évidemment désastreuse d'Hillary Clinton. Il s'agissait pourtant d'un personnage usé, et visiblement très impopulaire à en croire les sondages : symbole de l'arrogance des élites, chargée de tout le bagage négatif des deux mandats de son mari, dont la politique néolibérale et [globaliste](#) est considérée comme responsable de la misère dans laquelle sont tombées des millions de familles de travailleurs, noirs et blancs confondus. Ces travailleurs/euses se savent victimes de la fuite des emplois vers l'étranger, de la désindustrialisation des États du Centre-Ouest et de la suppression du « [Welfare](#) » (aide aux mères d'enfants dépendants) sous la présidence du couple Clinton. Pour nombre d'entre elles, comme pour les enthousiastes de la « révolution politique » du vieux socialiste, la nomination de Clinton a été reçue comme un soufflet.

Le choix de la stratégie électorale de l'élite démocrate s'est avéré aussi désastreux et aussi éloigné de la réalité que leur choix de candidate. Convaincus de posséder les suffrages de leur énorme base traditionnelle (depuis Roosevelt et Johnson) — travailleurs, minorités ethniques, *liberals* (progressistes) —, les stratèges démocrates, au lieu de les rallier, ont ciblé (toujours selon la révélation de leurs *e-mails*) la mince tranche démographique des « républicains diplômés » (qui, d'ailleurs, ont tous voté Trump). Clinton a à peine fait campagne dans les régions dévastées — où les démocrates n'ont pas réitéré leur vote démocrate de 2008 et 2012, pour Obama — et ne s'est pas adressée à la souffrance des masses préoccupées par l'inégalité croissante, la précarité, le chômage, les bas salaires, le racisme et l'endettement. Elle incarnait le *statu quo* alors que tous réclamaient le changement. Ainsi, dès le premier quart d'heure du premier « débat » télévisé, Trump a pu se présenter contre Clinton comme l'unique champion de la classe ouvrière. Il lui a suffi d'évoquer la responsabilité de Clinton dans

l'imposition du désastreux Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) de 1994 et de clamer son opposition au Partenariat Trans-Pacifique (patronné par les globalistes Obama et Clinton), qui risque de ruiner définitivement ce qui reste de la fameuse « *middle class* » américaine. Nous en avons assez entendu ; il était temps d'éteindre la télévision car l'heure était tardive et qu'il fallait se lever tôt le lendemain pour aller travailler. Est-ce donc un si grand mystère que la raison pour laquelle les électeurs d'en-bas, profondément mécontents de l'*establishment* et privés de l'option d'une révolution politique de gauche, ont choisi l'option d'une révolution politique de droite ?



(DR)

Alors, à qui la faute ?

Il y a deux façons de réagir à cette situation : nous pouvons culpabiliser le peuple des États-Unis ou accuser l'élite du pays — les médias et les chefs démocrates — qui a organisé cette défaite, dont le peuple américain payera les frais durant longtemps. Blâmer le public américain, stigmatiser la classe ouvrière blanche, c'est retomber dans ce même esprit de l'élitisme qui a enragé les électeurs de Trump — comme ce jour où Clinton a publiquement traité les partisans de son adversaire de « *gens déplorables* ». Évidemment, Trump dissimule à peine son racisme et ne rejette pas les soutiens de l'ancien chef du Klu Klux Klan. Mais tous les électeurs de Trump ne sont pas des « *bigots* » (« *racistes* »). Pas plus que ne sont tous xénophobes les électeurs britanniques qui ont plébiscité le Brexit. Selon l'analyste du *New York Times*, les statistiques montrent que cette élection a été décidée par des électeurs qui avaient voté Obama en 2012⁵. Cette autre bombe avait également explosé « contre toute attente » de la part des élites, qui, emplies de confiance, avaient lancé ce référendum comme un ballon dans leurs jeux politiques d'« *Old Boys* » — offrant ainsi aux masses des humiliés du



mondialisme néolibéral une cible pour exprimer leur aliénation et leur colère. Une leçon qui fait réfléchir.

Une élection « truquée » ?

« Bernie Sanders tonnait tous les jours contre l'inégalité, la guerre et la catastrophe climatique devant des milliers d'enthousiastes, sans être visible sur ces mêmes chaînes de télévision. »

Durant toute sa campagne, Donald Trump dénonça le système électoral américain comme « truqué ». Il traitait les journalistes de « *liberals* » (« progressistes ») ; il accusait le Parti démocrate et Clinton de manipulations financières et politiques frauduleuses (non sans raison, Wikileaks à l'appui) ; il évoquait à tout moment le spectre de « milliers » d'électeurs frauduleux (entendez « immigrants mexicains illégaux et noirs ») qui auraient été amenés aux urnes, en cars, par des agents démocrates. Il encourageait ses fans à s'organiser (et à s'armer ?) afin de « surveiller » les bureaux de vote et les instiguait à se révolter si jamais il n'était pas élu, car l'élection aura été « volée ». L'ironie de cette élection désastreuse est qu'elle a bel et bien été « truquée », mais c'est Trump qui en a profité !

Commençons par le truquage médiatique. Trump lui-même en est à la fois une création et un maître manipulateur. Avec son *reality show* « L'Apprenti », Trump et la chaîne NBC ont créé un personnage de super-homme d'affaires incarnant la compétence, la décision, l'autorité — un surhomme capable de sauver le pays au bord de la catastrophe par ses qualités de PDG qui a réussi. Peu importe que les entreprises de Trump fissent assez souvent banqueroute et que ses créanciers (fournisseurs, artisans, employés, investisseurs) soient restés impayés. Trump, par des ruses quasi-légales, s'en est sorti les poches pleines. Il y a la réalité et puis il y a la *virtual reality*, le « spectacle » situationniste incarné. NBC et Trump ont ainsi révolutionné la relation entre les médias et la politique, tout comme Roosevelt, Hitler et Churchill à l'époque des radios nationales. Ainsi, en tant que *celebrity* et *media star*, le candidat Trump a bénéficié d'une exposition constante en étant suivi partout par les caméras et en étant relayé par la presse au moindre tweet. Des chaînes de télévision attendaient en « live » l'arrivée de son avion à l'aéroport, où l'attendaient quelques centaines de fans. En revanche, Bernie Sanders tonnait tous les jours contre l'inégalité, la guerre et la catastrophe climatique devant des milliers d'enthousiastes, sans être visible sur ces mêmes chaînes de télévision. Ajoutons que pour sa campagne, Hillary Clinton fut contrainte de dépenser

chaque jour des millions de dollars pour des spots publicitaires alors que Trump, en tant que star, avait la publicité gratuite. Il n'avait qu'à signaler sa disponibilité aux producteurs des émissions politiques pour y être invité. Ce qui ne l'a pas empêché de se plaindre continuellement d'être victimisé par des journalistes hostiles — surtout ceux et celles qui, de temps à autre, lui rappelaient les faits établis derrière ses mensonges.



Bernie Sanders et le rappeur Killer Mike (AP/David Goldman)

Mais les médias *mainstream* ont changé leur fusil d'épaule à partir du moment où leur star, nommée candidat républicain, risquait réellement d'être élu président des USA. Flairant le danger, se rendant compte de leur responsabilité, les journalistes, typiquement progressistes, commencèrent enfin à publier des reportages de fond sur ses banqueroutes, ses employés impayés, ses impôts impayés, ses agressions sexuelles — toute une campagne médiatique négative qui rebondit ironiquement à l'avantage de Trump, en confirmant ses accusations de « préjugés de gauche » vis-à-vis des médias et en renforçant la méfiance des électeurs envers eux⁶. Le deuxième « truc » s'appelle la suppression de votes, et il date de l'émancipation des esclaves en 1865. En effet, dès que les Noirs eurent obtenu le droit de vote, les anciens esclavagistes prirent leurs fusils et endossèrent les capuches blanches du Klu Klux Klan afin de les empêcher de voter. Le [quinzième amendement](#) à la Constitution (1870) devait interdire ce terrorisme raciste mais, dès lors, les sudistes instituèrent des obstacles bureaucratiques : taxes, examens scolaires, lois contradictoires, etc. Il fallut attendre presque un siècle avant que la [Voting Rights Act](#) (1965) rétablisse le suffrage pour les Noirs — à la suite des courageuses batailles non-violentes pour les Droits civiques. Alors, durant une génération, le nombre d'électeurs et d'élus noirs n'a cessé de grandir. Et l'élection, en 2008, d'un président métis semblait confirmer cette victoire démocratique.

« [On radie des listes des millions d'électeurs ciblés par leur lieu de](#)



résidence (quartier noir ou hispanique) ou leur nom typiquement afro-américain (Roosevelt Brown) ou hispanique (José Gonzalez). »

Hélas, aujourd'hui, les Noirs et autres minorités ethniques sont de nouveau privés du vote, suite à la mainmise des républicains de droite sur la Cour suprême et sur les gouvernements des États fédéraux, qui réglementent les élections à leur avantage. Entre leurs mains, le découpage des circonscriptions électorales est fait de manière à isoler les électeurs noirs et diluer leur nombre. Sous prétexte d'empêcher des votes frauduleux (infiniment rares), on radie des listes des millions d'électeurs ciblés par leur lieu de résidence (quartier noir ou hispanique) ou leur nom typiquement afro-américain (Roosevelt Brown) ou hispanique (José Gonzalez). Sont radiés, aussi, des électeurs dont le nom et prénom ressemblent superficiellement à un autre électeur (par exemple, en ignorant un deuxième prénom qui diffère) ou à celui d'un ancien prisonnier (normalement privé du droit de vote — autre règlement discriminatoire).

Dans plusieurs États, on refoule aux urnes les électeurs depuis longtemps inscrits pour défaut d'une carte d'identité à photo spéciale et difficile à obtenir. On élimine systématiquement des bureaux de vote (860, cette année) alors que la population ne cesse d'augmenter. Le jour du vote, la police de certaines circonscriptions arrête, sous prétexte de clignotant ou autre détail, des voitures chargées de Noirs et d'Hispaniques (qui se groupent pour aller voter, n'étant pas propriétaires d'autos). Bref, on retourne aux méthodes racistes de l'époque d'avant le Voting Rights Act de 1965. Ironiquement, à la veille de cette élection-ci, la Cour suprême annulait les garde-fous que cette loi avait imposé aux États ségrégationnistes — cela sous prétexte que le Sud avait changé et qu'on n'en avait plus besoin ! Il va de soi que presque tous ces électeurs rayés des listes par ces manœuvres bureaucratiques racistes auraient voté démocrate. Il est évident depuis longtemps que, pour gagner la présidence, le Parti démocrate n'avait qu'à s'opposer fermement à ces manipulations discriminatoires scandaleuses et à mener une campagne d'inscriptions dans les circonscriptions ciblées (comme l'avait proposé le militant pour les droits civiques [Jesse Jackson](#)). Les démocrates ne l'ont pas fait, même après le scandale de 2002, lorsque Bush a volé l'élection à [Gore](#) par de telles manœuvres en Floride. Pourquoi ? Parce que les élites démocrates, mondialistes et néolibérales, comme leurs adversaires républicains, redoutent avant tout le pouvoir de la vile populace, la colère des 99 % qui risquent de les balayer du pouvoir.



(Jae C. Hong Associated Press)

Restons unis !

Non, Trump n'est pas notre président. L'élection a réellement été truquée — tout d'abord par le Collège électoral élitiste qui a escamoté la majorité populaire démocrate nationale. En effet, si l'on prend en compte les abstentions, les votes supprimés, les votes des partis minoritaires, Trump n'a reçu le suffrage que d'environ 23 % des électeurs — presque tous blancs (hommes et femmes, riches et pauvres). Majoritaires, il nous faudra maintenant défendre nos droits et surtout ceux des femmes, des immigrés, des travailleurs et des minorités : les plus vulnérables contre lesquels le régime républicain 100 % réactionnaire va se déchaîner systématiquement. Ne comptons pas sur les élites du parti démocrate qui, au contraire des élites républicaines contre Obama, particulièrement agressives, vont faire profil bas et jouer à la conciliation. Surtout, ne nous divisons pas en culpabilisant la fameuse classe ouvrière blanche — pas plus raciste que les autres Blancs —, qui, déjà, réclame à Trump de tenir sa promesse, celle d'arrêter immédiatement les délocalisations⁷, et qui nous rejoindra au prochain tournant lorsqu'elle sera obligée de défendre ses intérêts contre la politique économique radicalement pro-business de Trump. « *Unis, nous résistons. Divisés, nous tombons.* »

-
1. « Welcome to the Fight », D. D. Guttenplan, *The Nation*, 9 novembre 2016.[↔]
 2. <http://www.france24.com/fr/20161110-trump-obama-rencontre-maison-blanche-video-direct-live-president>[↔]
 3. http://www.democracynow.org/2016/11/16/headlines/la_police_chief_says_he_wont_assist_trump_in_mass_depotation_plan[↔]
 4. « Ne pas jouer à se faire peur mais regarder la réalité en face », Vincent Prémey, Les blogs Médiapart, 9 novembre 2016.[↔]
 5. <http://www.nytimes.com/2016/11/13/us/politics/voter-registration-election-2016.html?ref=todayspaper>[↔]
 6. Glenn Greenwald, « Democrats, Trump, and the Ongoing, Dangerous Refusal to Learn the Lesson of Brexit »,



The Intercept, 9 novembre 2016.[↵]

7. Nelson D. Schwartz, « Can Trump Save Their Jobs? They're Counting on It », *New York Times*, 12 novembre 2016.[↵]